

**ACP**OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕESRéf: ACPOBS/2013/RRS10
Résumé de rapport de recherche No. 10
Mai 2013

Pedro F. Marcelino (ed.)

SI PROCHES ET SI LOINTAINES: Les diasporas haïtiennes aux Caraïbes

Cette étude, réalisée entre juillet et décembre 2012, analyse la situation des diasporas haïtiennes dans trois pays des Caraïbes : les Bahamas, Cuba et la Dominique. Chaque cas permet de comprendre les modèles migratoires dans des destinations et des contextes similaires.

Les données disponibles suggèrent qu'en 2005, on comptait **plus de 834 000 migrants haïtiens dans le monde, soit environ 10 % de la population d'Haïti**. De ce nombre, **environ 131 500 (16 %) vivaient dans les Caraïbes**, en particulier en République dominicaine (12 %) (Observatoire ACP, 2012). Haïti est le troisième pays d'origine des migrants dans les Caraïbes, derrière la République dominicaine et Cuba.

Néanmoins, **les données validées sur les Haïtiens sont rares dans tous les domaines**, ce qui suggère la nécessité d'une étude approfondie sur des couloirs spécifiques ou sur des domaines d'action. Le volume réel de la migration haïtienne reste sous-estimé, voire inconnu. Le nombre d'Haïtiens en République dominicaine, par exemple, pourrait être dix fois le chiffre estimé (Paul, 2008). Bien compris, il est possible que les chiffres réels soient plus importants à la suite du séisme de 2010, qui a provoqué des mouvements massifs de populations.

Les relations bilatérales d'Haïti avec ses voisins des Caraïbes restent complexes à cause de ce que certains États peuvent percevoir comme une menace démographique ou économique. Aux Bahamas, la migration du pays voisin est une question particulièrement épineuse. Les relations bilatérales entre la Dominique et Haïti sont assez récentes. Le désengagement apparent d'Haïti a laissé la communauté de Dominique sous-représentée dans le passé.

De son côté, **Cuba exhibe les gestes de solidarité envers Haïti et ses citoyens** (Canton Otaño, 2008), notamment en apportant une importante aide au développement et des contingents de professionnels (médecins, enseignants, ingénieurs, etc.) pour travailler en Haïti, notamment suite au séisme de 2010. Cependant, **la question de l'identité des descendants haïtiens à Cuba continue d'être sujet de discorde.**

Les droits des migrants continuent d'être négligés dans toute la région, notamment à cause de certaines mesures problématiques mises en oeuvre dans quelques États, passibles de créer des précédents pour d'autres (expulsions sommaires, questions de documentation, xénophobie ou discours discriminatoires politiques et médiatiques). Dans certains cas, la législation existante ne répond pas aux normes internationales, ou les États en question ne sont pas signataires d'une ou plusieurs des conventions protégeant les migrants et leurs droits.

La Constitution des Bahamas consacre par exemple un système de citoyenneté et de nationalité par droit du sang (*ius sanguinis*), provenant exclusivement de la lignée paternelle (Commonwealth des Bahamas, 1973). Une femme ne peut pas transmettre la nationalité bahamienne à son conjoint étranger ou à un enfant engendré par lui. L'apatridie temporaire des jeunes descendants d'Haïtiens aux Bahamas est la conséquence de ces règlements. La **situation d'apatridie crée un état général de vulnérabilité** dans lequel les familles de ces femmes sont exposées à des situations à haut risque.

Par ailleurs, la **pratique fréquente de détention et rapatriement des migrants haïtiens dévoile de nombreuses lacunes dans les droits** et garanties nécessaires aux processus de contrôle des migrations. Les cas des enfants et des adolescents migrants détenus à cause de leur situation irrégulière sans prendre en compte des mesures de détention alternatives qui considèrent le meilleur intérêt du mineur doivent être signalés.

La politique migratoire cubaine présente également quelques lacunes en ce qui concerne les droits humains. L'analyse du corpus juridique existant a révélé l'accent sur un **cadre de sécurité et de contrôle, attribuant même un caractère pénal à l'entrée avec statut irrégulier**, dont les sanctions sont la détention et l'expulsion.

A cause des difficultés de régularisation de la population haïtienne aux Bahamas, une partie de cette main d'œuvre reste dans **l'économie informelle**, souvent dans des situations graves d'inégalité par rapport au reste de la population.

En **Dominique**, sous le modèle de l'économie agricole familiale, **les familles haïtiennes déménagent souvent dans des parcelles louées à l'intérieur pour y cultiver la terre et vendre leurs produits à des entreprises spécifiques**, à des prix arrangés à l'avance. La communauté haïtienne se plaint d'être ignorée lorsque les politiques agricoles sont réévaluées, en dépit de sa forte présence dans le secteur. Des incidents du travail qui dépassent les critères de participation des enfants au travail familial ont été signalés.

La discrimination et la xénophobie expérimentées par des milliers d'Haïtiens dans les questions d'emploi et d'accès à la résidence légale sont particulièrement graves aux Bahamas. A Cuba, dans le chapitre sur les étrangers, un seul article stipule que les résidents étrangers sont équivalents aux Cubains en ce qui concerne la jouissance des droits et le respect des obligations, et remet ensuite à une loi spécifique sur les causes et les modalités d'expulsion (RCu, 1976).

En raison d'une identité partagée entre Cuba et Haïti, le respect de cet héritage et cette diversité est célébré et protégé. L'**Asociación Caribeña de Cuba** (Association Caribéenne de Cuba), basée sur La Havane, rassemble les descendants de 28 nationalités des résidents des Caraïbes de la capitale, dans le but de sauver, préserver et développer les histoires, les cultures et tout ce qui concerne les populations migrantes qui sont arrivées à Cuba dans le passé. Aux Bahamas, les organisations d'intégration des Haïtiens sont absentes ou dysfonctionnelles. À la **Dominique, l'intégration socioculturelle de la population haïtienne immigrée présente une dynamique de coopération spontanée et de solidarité avec la population locale.**

Haïti a fait des efforts pour impliquer ses diasporas, mais ces efforts restent insuffisants et incohérents, sans réussir à exploiter pleinement les multiples méthodes et outils d'engagement, en particulier en matière de TIC.

Alors que les envois de fonds sont absents ou résiduels dans les couloirs Cuba-Haïti et Dominique-Haïti, dans le cas des Bahamas (un pays exportateur brut de fonds) le sujet semble être à l'avant-garde des motivations de la migration. La question centrale autour des transferts depuis les Bahamas est la **préférence apparemment dominante de la diaspora haïtienne pour les marchés clandestins**, en raison des problèmes avec leur statut d'immigration. Les modes informels de transfert utilisés comprennent l'envoi d'argent avec des amis ou des parents qui rentrent en Haïti ou les services de transfert informels qui ne sont pas réglementés par les autorités.

Les **stratégies de création de réseaux des diasporas** restent parmi les politiques les plus viables économiquement pour les petits pays en développement. Un **inventaire des opportunités d'affaires** avec des plans préétablis et un **mécanisme de liaison avec les entreprises partenaires locales et les diasporas** pourrait être la voie à suivre. Il est important d'identifier la cartographie des diasporas, de façon à savoir où et comment mettre en place des programmes, et veiller à ce que les occasions d'affaires correspondent aux compétences et capacités d'investissement des groupes spécifiques de migrants.

Alors que les Cubains d'origine haïtienne n'ont généralement pas les moyens financiers d'aider Haïti par des envois de fonds, leurs efforts philanthropiques et d'autres transferts potentiels de caractère social sont considérables.

Un domaine d'engagement qui reste inexploré est le tourisme diasporique. Alors qu'Haïti n'est pas en mesure d'offrir toutes sortes de tourisme dans l'immédiat, il y a des niches intéressantes à explorer, étant donné que les diasporas peuvent représenter l'avant-garde d'une industrie en croissance et voir le potentiel d'investissement dans les niches du secteur. Une de ces niches est le tourisme d'affaires.

Les diasporas haïtiennes sont de plus en plus connectées. Pendant les deux dernières décennies, les TIC ont rapproché les migrants de leurs communautés par médiation électronique. Les migrants sont plus informés et en mesure de maintenir leurs traits d'identité (Matelart, 2009).

Malgré la destruction causée par le séisme de 2010, **le marché des télécommunications semble revenir à sa forme d'avant le séisme**, cherchant à poursuivre les tendances commerciales mondiales et les utilisations communes des TIC.

Dès lors que **10 % des Haïtiens sont titulaires de comptes bancaires**, les réseaux mobiles innovants qui permettent aux téléphones cellulaires de servir comme cartes de débit offrent un service inestimable de **substitution** pour les comptes d'épargne, pour les virements bancaires et pour les registres détaillés des comptes. Ces services peuvent permettre le développement de stratégies d'implication des diasporas dans le développement national

Voir l'étude pour consulter les références